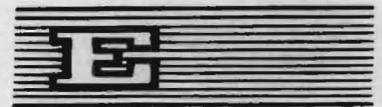


69782



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. :
LIMITÉE

E/ECA/PSD.6/2
12 janvier 1989

FRANCAIS
Original : ENGLISH

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième session de la Conférence conjointe
des Planificateurs, statisticiens et
démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie), 15-20 janvier 1990

ETUDE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE
1988 - 1989

1. Résultats globaux

Les données disponibles à la CEA indiquent que la croissance régionale a légèrement augmenté, passant de 2,4 % en 1988 à 2,9 % en 1989, ce qui constitue une amélioration par rapport aux résultats des années précédentes et à la croissance moyenne annuelle de 1,4 % pendant les années 80. Bien que la croissance ait augmenté pour la première fois pendant deux années consécutives, ce résultat n'a pas suffi à renverser la tendance à la baisse des revenus et du taux de consommation par habitant entamée au début des années 80.

Aussi modeste soit-elle, cette amélioration de la croissance globale est due essentiellement à des facteurs internes, du fait que l'impact des facteurs externes a été dans le meilleur des cas, mitigé. Un facteur important a été l'amélioration de la production agricole à la suite des conditions climatiques favorables pendant deux années consécutives. Ceci a permis non seulement d'améliorer la situation alimentaire, mais a également engendré des effets multiplicateurs et une relance de l'activité économique dans les secteurs liés à l'agriculture, comme les industries agro-alimentaires, le transport et le commerce. Le redressement de l'agriculture de l'ordre de 2,8 % et 3,1 % d'augmentation de la production en 1988 et 1989 est une illustration de l'impact favorable des mesures des réformes de politique préconisées par le Programme prioritaire pour l'Afrique 1986-1990 et le Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique, 1986-1990.

Tableau 1

Principaux indicateurs économiques pour l'Afrique
en développement, 1987-1989

	1987	1988	1989
Croissance réelle du PIB	0,4	2,4	2,9
Prix des produits de base (1980=100)	60,9	52,3	62,8
Prix du pétrole (dollars/baril)	17,8	14,4	18,7
Dette extérieure (en milliards de \$)	220,3	230,0	250,0
Balance commerciale (en milliards de \$)	-6,2	-11,3	-9,2

Source : Secrétariat de la CEA.

Outre l'agriculture, les secteurs miniers et manufacturiers ont également contribué à l'amélioration de la croissance en 1988 et 1989. Grâce surtout à la production pétrolière; la production du secteur minier a augmenté respectivement de 3,2 % et 2,4 %, tandis que la valeur ajoutée dans l'activité manufacturière a augmenté de 4,3 et 4,9 % en 1988 et 1989. La hausse des prix du pétrole et des métaux a contribué à réduire les graves pénuries de devises et a facilité l'importation des intrants essentiel et des biens de consommation nécessaires dans les pays exportateurs de produits miniers, bien que seuls quelques pays aient pu tirer profit de la hausse des prix en raison de la rigidité structurelle du secteur minier. L'effondrement des prix du cacao et du café a considérablement affecté les économies des pays africains producteurs. Les autres facteurs qui continuent à compromettre les croissance régionale sont entre autres, la dislocation des

structures de production, la détérioration de l'infrastructure de base, l'aggravation de la dette, la détérioration des termes de l'échange, la fuite des capitaux et l'érosion persistante du stock de capitaux fixes. La sensibilité de la croissance régionale aux conditions climatiques et les fluctuations du commerce international, soulignent la fragilité et la vulnérabilité persistante des économies africaines par rapport aux forces exogènes et donc la nécessité d'une transformation extensive et d'un changement structurel en Afrique.

Tableau 2

Croissance du PIB par sous-région et groupements économiques, 1987-1989 (en pourcentage)

	1987	1988	1989
Afrique centrale	1,5	1,4	2,6
Afrique de l'Est	3,5	3,3	2,8
Afrique du Nord	-0,4	1,8	2,8
Afrique de l'Ouest	2,2	3,0	3,1
Membres de l'OPEP	1,1	1,2	3,0
Non membres de l'OPEP	1,9	3,5	2,8
Pays les moins avancés	3,1	2,5	3,5
Exportateurs de pétrole	-0,2	1,6	2,8
Non exportateurs de pétrole	0,8	4,6	2,8
Afrique en développement	0,4	2,4	2,9

Source : Secrétariat de la CEA.

2. Tableau sous-régional et groupements économique

Les différences de résultats entre sous-régions, groupements et pays sont considérables (voir tableaux 2 et 3). Au niveau sous-régional, les sous-régions Est et Ouest de l'Afrique ont encore connu des taux de croissance dépassant la moyenne régionale, avec des résultats meilleurs en 1989 par rapport à 1988. Par contre, les PIB des sous-régions Centre et Nord sont restés faibles, avec un taux de croissance bien en deçà de celui de la population.

La croissance dans les pays les moins développés, après avoir chuté à 2,5 % en 1988, est remontée en 1989 pour atteindre une augmentation de plus de 3 % par rapport aux deux années précédentes, les pays exportateurs de pétrole ont également amélioré leurs résultats, enregistrant un taux de croissance de 2,8 % en 1989, après un taux de croissance de seulement 1,6 % en 1988. Les pays africains membres de l'OPEP en particulier, ont connu un redressement remarquable, passant de 1,1 % en 1987 à 1,2 % et 3,0 % respectivement en 1988 et 1989. Les résultats des pays non exportateurs de pétrole ont quant à eux été irréguliers, allant de 0,8 en 1987 à 4,6 en 1988. Des variations similaires apparaissent si l'on compare la situation sur la base de l'importance des taux de croissance au long des années. Comme le montre le tableau 3, le nombre des pays ayant enregistré une croissance négative a régulièrement baissé, tandis que celui des pays ayant connu des taux de croissance de 3,4 % a progressivement augmenté. Cependant, environ un tiers des pays ont encore enregistré des taux de croissance allant de zéro à 3%. Sur la base pays par pays, seuls quelques pays ont pu soutenir des niveaux de croissance remarquables.

Tableau 3

Répartition des pays africains selon le taux
de croissance du PIB, 1987-1989

	1987	1988	1989
Croissance négative	15	8	4
0 à 3	13	18	15
3 à 4	8	4	18
4 et plus	14	20	13

Source : Secrétariat de la CEA.

3. Principaux secteurs internes

3.1 Agriculture

Comme il a été indiqué plus haut, les conditions climatiques favorables au cours des deux dernières années ont joué un rôle décisif dans l'augmentation du taux de croissance de la valeur ajoutée agricole qui est passée de 1,5 % en 1987 à respectivement 2,8 % et 3,1 % en 1988 et 1989. Le principal bénéficiaire a été la production alimentaire. La production des céréales estimée à 90,8 millions de tonnes en 1989, bien que légèrement inférieure à la récolte record de 1988, est tout de même de 15,1 % supérieure à celle de 1987. La production de cassave a également augmenté de 3 % selon les estimations. Malgré l'augmentation des stocks alimentaires, une aide alimentaire importante est toujours nécessaire, en particulier dans certains pays du Sahel comme le Soudan, l'Ethiopie, le Mozambique et l'Angola, en raison de la sécheresse et/ou de la rupture de la base productive à cause de la guerre civile et de l'afflux de réfugiés et personnes déplacées.

En ce qui concerne les cultures de rente, la baisse considérable des prix du cacao qui sont tombés au niveau d'il y a 14 ans et ceux du café qui sont tombés au niveau d'il y a 17 ans, a eu des répercussions très négatives sur le processus de développement des pays africains exportateurs de cacao et de café qui ont connu des pertes considérables au niveau des recettes à l'exportation, du revenu national et du revenu des producteurs.

Tableau 4

Croissance de la valeur ajoutée agricole par sous-région
et groupements économiques, 1987-1989 (en pourcentage)

	1987	1988	1989
Afrique centrale	0,6	3,3	1,6
Afrique de l'Est	2,8	2,5	4,1
Afrique du Nord	1,7	0,8	3,4
Afrique de l'Ouest	1,2	3,7	2,9
Membres de l'OPEP	2,7	2,0	2,8
Non membres de l'OPEP	0,7	3,3	3,3
Pays les moins avancés	2,8	2,7	3,0
Exportateurs de pétrole	2,9	1,2	2,5
Non exportateurs de pétrole	-2,8	6,6	4,3
Afrique en développement	1,5	2,8	3,1

Source : Secrétariat de la CEA.

3.2 Le secteur industriel

La fourniture d'intrants agricoles améliorés et des recettes d'exportation plus élevées, ont favorisé la croissance de la valeur ajoutée du secteur industriel même si les taux de croissance de seulement 2,6 %, 4,3 % et 4,9 % réalisés en 1987, 1988 et 1989 respectivement, indiquent à peine un redressement réel du secteur industriel naissant et relativement faible en Afrique. Des capacités significatives sont demeurées sous-utilisées et la structure de l'industrie a été stagnante et déséquilibrée.

Tableau 5

Croissance de la valeur ajoutée du secteur industriel
par sous-région et groupements économiques

	1987	1988	1989
Afrique du Centre	-7,4	0,3	2,2
Afrique de l'Est	5,5	3,9	5,1
Afrique du Nord	1,9	4,5	5,4
Afrique de l'Ouest	4,1	5,0	4,6

Pays membres de l'OPEP	1,2	5,0	4,6
Pays non membres de l'OPEP	3,6	4,9	4,0
Pays les moins avancés	5,5	3,8	3,8
Pays exportateurs de pétrole	1,9	3,9	5,6
Pays non exportateurs de pétrole	3,2	5,1	3,8
Afrique en développement	2,6	4,3	4,9

Source : Secrétariat de la CEA.

3.3 Le secteur minier

La situation du secteur minier est très complexe. En termes de rendement, la croissance a ralenti, passant de 3,2 % en 1988 à 2,4 % en 1989. Il y a eu une légère augmentation dans la production de pétrole au compte des pays membres de l'OPEP. Toutefois la production de combustibles non pétroliers a augmenté en 1989. Cependant, à la fois les combustibles pétroliers et les minéraux non pétroliers ont vu des augmentations importantes de leurs cours : les prix du pétrole sont passés d'une moyenne de 14,9 dollars E.-U. le baril en 1988 à 18,6 dollars le baril en 1989 alors qu'en même temps les prix de presque tous les minéraux non pétroliers ont enregistré des augmentations notables. Les principales difficultés avec le secteur minier sont constituées par ses limitations structurelles traditionnelles et la pénurie de devises étrangères pour l'acquisition des intrants importés. Tous ces facteurs ont continué à entraver la production.

4. Le secteur extérieur

Dans l'ensemble il y a eu des améliorations au niveau des balances de paiement dans l'ensemble. Elles sont passées d'un déficit de 11,3 milliards de dollars E.-U. en 1988 à un déficit de 9,2 milliards en 1989, ce qui en termes d'exportations représente une baisse du rapport déficit/exportation de 20,3 % à 13,7 %. Ce ratio est encore plus élevé que celui de 11,4 % enregistré en 1987. Il est à souligner toutefois que ce déficit était dû à des niveaux plus élevés des exportations et des importations en 1989. En 1989, les recettes d'exportation étaient estimées à 67 milliards de dollars, un accroissement de 16,1 % par rapport aux 57,7 milliards enregistrés en 1988. De la même manière, la valeur des importations a augmenté d'environ 10,1 % atteignant quelques 76 milliards de dollars.

Tableau 6

Secteur extérieur - résumé des indicateurs

	1987	1988	1989
Flux financiers commerciaux			
Exportations (milliards de \$ E.-U.)	54,1	57,7	67,0
Importations (milliards de \$ E.-U.)	60,3	69,0	76,0
Balance commerciale	6,2	-11,3	-9,2
Cours des produits de base			
Tous les produits de base	20,8	-13,7	19,7
Produits de base non pétroliers	-0,5	9,3	4,8
Boissons	-21,7	-11,6	-13,0
Minéraux et métaux	14,3	21,5	10,6

Sources : FMI - Statistiques financières internationales (divers numéros). Produits de base : Développement du marché et perspectives, juillet 1989 et estimations de la CEA.

La croissance des exportations et des importations en 1989 reflète les augmentations des valeurs unitaires de 19,4 % et 12,4% respectivement de même que les volumes des exportations et des importations sont tous les deux tombés de 3,4 % et 2,4 % respectivement. L'augmentation du recettes d'exportation est due à l'accroissement du prix du pétrole et à un redressement soutenu des cours des minerais et des métaux, particulièrement ceux du cuivre, des phosphates, de la bauxite et du minerai de fer. La croissance des recettes d'exportation aurait pu être plus grande n'eût été la chute catastrophique des cours des boissons qui sont tombés de 13 % en plus après les baisses de 21,7 % et de 11,6 % en 1987 et 1988 respectivement.

La dette extérieure de l'Afrique et la situation du service de la dette se sont détériorées en 1989. Le stock total de la dette s'est accru, passant de 230 milliards de dollars en 1988 à 250 milliards en 1989, ce qui représente un accroissement d'environ 8,7 %. Les obligations du service de la dette sont actuellement estimées à environ 40 % des recettes d'exportation. Les problèmes économiques sérieux de l'Afrique ont été aggravés par le poids lourd de la dette dans la région qui devient actuellement la cause principale freinant de la croissance économique.

5. Les perspectives pour 1990

Les perspectives économiques pour 1990 dépendront considérablement et comme de par le passé, à la fois des facteurs internes et externes. En 1990 la situation climatique, les progrès dans la mise en oeuvre et la viabilité des politiques effectives de réforme et les développements de l'environnement économique international revêtiront une importance particulière.

Si les conditions climatiques continuent à être favorables en 1990 et il y a des indications dans ce sens, et à condition que les gouvernements africains poursuivent leurs politiques de réformes conformément aux directives recommandées par le CARPAS, la croissance agricole pourrait très probablement augmenter, passant du taux actuel de 3,1 % à environ 4 %.

Même si 1989 a vu une amélioration dans le secteur commercial en Afrique les prévisions de baisse du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'OCDE (de 3,4 % à 2,7%) c'est-à-dire les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique, laissent très peu d'optimisme pour ce qui des perspectives immédiates pour le commerce extérieur de l'Afrique et une solution rapide de ses problèmes de devises étrangères. Dans ces conditions là l'essentiel de la vitesse de la croissance devra émaner des sources internes, notamment du secteur agricole et d'une plus grande utilisation des capacités existantes particulièrement dans les secteurs industriel et des services. Etant donné les hypothèses ci-dessus, le secteur agricole comme on l'a noté plus haut, aura une croissance d'environ 4 % alors que les secteurs industriel et des services enregistreront une croissance de 5% et de 3 % respectivement. En conséquence, la croissance globale de la région africaine serait d'environ 3 %. Ce taux pourrait cependant augmenter jusqu'à 4,5 % à condition qu'il y ait des améliorations significatives dans l'environnement économique mondial et dans la réduction des contraintes en devises étrangères qui pourront faciliter une utilisation améliorée des capacités et l'intensification et la viabilité des réformes des politiques prévues par le CARPAS.